



Commune de Bois-de-Céné



Règlement du service Assainissement



Table des matières

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT	3
ARTICLE 2 : CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT	3
ARTICLE 3 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT	3
ARTICLE 4 : MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT	3
ARTICLE 5 : DÉVERSEMENTS INTERDITS	4
CHAPITRE 2 - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES	5
ARTICLE 6 : DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES	5
ARTICLE 7 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT	5
ARTICLE 8 : DEMANDE DE BRANCHEMENT	5
ARTICLE 9 : SURVEILLANCE, ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE DES	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS	6
ARTICLE 11 : REDEVANCE ASSAINISSEMENT	6
ARTICLE 12 : PARTICIPATION FINANCIÈRE À L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF-PFAC	6
CHAPITRE 3 - LES EAUX INDUSTRIELLES	7
ARTICLE 13 : DÉFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES	7
ARTICLE 14 : CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES	7
ARTICLE 15 : DEMANDE DE CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES	7
ARTICLE 16 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS	8
ARTICLE 17 : PRÉLÈVEMENTS ET CONTROLE DES EAUX INDUSTRIELLES	8
ARTICLE 18 : OBLIGATION D'ENTRETIEN LES INSTALLATIONS DE PRÉTRAITEMENT	8
ARTICLE 19 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS	9
ARTICLE 20 : PARTICIPATIONS FINANCIÈRES SPÉCIALES	9
CHAPITRE 4 - LES INSTALLATIONS PRIVÉES	9

ARTICLE 21 : SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS	9
ARTICLE 22 : INDÉPENDANCE DU RÉSEAU INTÉRIEUR DES EAUX.....	9
ARTICLE 23 : ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX	9
ARTICLE 24 : POSE DE SIPHONS	10
ARTICLE 25 : TOILETTES.....	10
ARTICLE 26 : COLONNES DE CHUTES D’EAUX USÉES	10
ARTICLE 27 : DESCENTE DES GOUTTIÈRES.....	10
ARTICLE 28 : CAS PARTICULIERS DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS	10
ARTICLE 29 : RÉPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS PRIVÉES	11
ARTICLE 30 : CONTRÔLES DES RÉSEAUX PRIVÉS.....	11
30-1 : Contrôle nouveaux raccordements	11
30-2 : Contrôle raccordements existants	11
ARTICLE 31 : CONDITIONS D’INTÉGRATION AU DOMAINE PUBLIC	11
ARTICLE 32 : INFRACTIONS ET POURSUITES.....	11
ARTICLE 33 : VOIES DE RECOURS DES USAGERS.....	11
ARTICLE 34 : MESURES DE SAUVEGARDE.....	12
CHAPITRE 5 - AUTRES DISPOSITIONS.....	12
ARTICLE 35 : DATE D’APPLICATION.....	12
ARTICLE 36 : MODIFICATIONS DU RÉGLEMENT.....	12
ARTICLE 37 : CLAUSES D’EXÉCUTION	12
ARTICLE 38 : PROTECTION DES DONNEES.....	12
38.1 Finalités du traitement des données.....	12
38.2 Destinataire des données	13
38.3 Durée de conservation	13
38.4 Mesures de sécurité	13
38.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement.....	13

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux usées dans le réseau d'assainissement de la Commune de Bois-de-Céné

Le présent règlement définit les limites de responsabilités incombant à l'utilisateur du service de l'assainissement et à la collectivité, maître d'ouvrage des installations de collecte et de traitement des eaux usées sur le territoire communal.

Ce règlement s'applique dans le respect des réglementations en vigueur et a été adopté par délibération du 30/05/2022.

ARTICLE 2 : CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Le réseau de collecte des eaux étant en système séparatif, seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 6 du présent Règlement.
- les eaux industrielles, définies par les conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité et les établissements industriels, qui auront fait l'objet au préalable d'une autorisation de déversement.
- les eaux assimilées domestiques en provenance des établissements commerciaux ou artisanaux à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

ARTICLE 3 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public.
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé.
- un ouvrage dit « regard de branchement » placé de préférence sur le domaine public le plus près possible de la limite de propriété pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible en permanence.
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

ARTICLE 4 : MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement ne peut recueillir les eaux que d'un seul immeuble sauf en cas d'impossibilité technique, sur accord exprès de la Collectivité.

Le propriétaire de la construction à raccorder doit s'adapter aux ouvrages de raccordements existants. Toute demande d'installation de branchement doit obéir aux règles techniques en vigueur. En particulier, il doit être établi pour chaque branchement :

- un dispositif de visite et de désobstruction constitué par un regard de visite situé sur le domaine public en limite de propriété.

- un dispositif permettant le raccordement du branchement au réseau de collecte des eaux usées, conformément aux règles de l'art.

La réalisation du branchement depuis le collecteur public incombe au propriétaire de la parcelle à desservir. Le branchement devra être réalisé conformément aux modalités validées par le Conseil municipal.

Enfin, pour empêcher les émanations provenant du réseau et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides, le propriétaire peut installer un regard siphonide sur la partie privée de la canalisation de branchement.

ARTICLE 5 : DÉVERSEMENTS INTERDITS

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015, ne sont pas déversés dans le système de collecte :

1. Les eaux pluviales et de ruissellement ;
2. Les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ;
3. Les déchets solides (lingettes (même biodégradables), couches, sacs plastiques ...), y compris après broyage ; les eaux d'une température supérieure à 30° C, toutes les huiles, hydrocarbures divers et solvants, notamment ceux provenant d'établissements non munis d'installation de pré-traitement (décantation, séparation) adéquate, les produits encrassant (boues, sable, gravats, graisse, cendres, colles, goudrons, etc.), les déjections solides ou liquides d'origine animale, notamment le purin, les produits nocifs ou toxiques ;
4. Sauf dérogation accordée par le maître d'ouvrage du système de collecte, les eaux de source ou les eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;
5. Sauf dérogation accordée par les maîtres d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, les eaux de vidange des bassins de natation ;
6. Les matières de vidange, y compris celles issues des installations d'assainissement non collectif.
7. Le contenu des fosses fixes ;
8. L'effluent des fosses septiques ou fosses toutes eaux ;
9. Les médicaments et produits pharmaceutiques ;
10. Les ordures ménagères (même broyées) ;
11. Les liquides corrosifs, les acides, les composés cycliques hydro cyclés et leurs dérivés ;
12. Les eaux de vidange des bassins de natation ou de piscine

Au titre de l'article L1331-4 du Code de la santé publique, la Collectivité peut être amenée à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau. Si les rejets ou les installations ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

CHAPITRE 2 - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

ARTICLE 6 : DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES.

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

ARTICLE 7 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Comme prescrit par les articles L1331-1 à L1331-3 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Au terme de ce délai, conformément aux prescriptions de l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau et qui pourra être majorée ; cette majoration est fixée par l'assemblée délibérante.

Au titre de l'article 1331-6 du Code de la santé publique, « faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L.1331-1, L.1331-1-1, L.1331-4 et L.1331-5, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables ».

ARTICLE 8 : DEMANDE DE BRANCHEMENT

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée à la Collectivité, dans le cadre du permis de Construire notamment ou de toute autre demande d'autorisation. L'acceptation par la Collectivité vaut obligation de respect du présent règlement par le demandeur.

ARTICLE 9 : SURVEILLANCE, ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RENOUELEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUÉS SOUS DOMAINE PUBLIC

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge exclusive de la Collectivité.

Dans les cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du Service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts après constat.

Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement la Collectivité de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement. La Collectivité est en droit d'exécuter d'office et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement, d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 32 du présent règlement.

Tous les travaux prévus ci-dessus sont payables par l'usager à la Collectivité dans les quinze jours suivant la réception de la facture.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par la Collectivité aux frais du demandeur.

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

ARTICLE 11 : REDEVANCE ASSAINISSEMENT

En application des articles R2224-19 et suivants du code général des collectivités territoriales et des textes d'application l'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Les conditions de paiement de celle-ci sont identiques à celles prévues au règlement du Service d'Eau Potable (délais, contentieux, changement d'usager, ...) la redevance est constituée d'une partie fixe et d'une partie proportionnelle assise sur le nombre de mètres cubes d'eau facturés à l'usager par le Service d'Eau potable. Le montant de cette redevance est révisable par délibération.

Dans le cas des immeubles collectifs ou lotissements disposant d'un compteur général, la prime fixe de l'ensemble est égale au nombre de logements desservis par la prime fixe unitaire.

En application de l'arrêté du 17 décembre 2008 (article L 2224-9 du Code général des collectivités territoriales), toute personne s'alimentant en eau, totalement ou partiellement, à une source autre qu'un service public (telle que puits, captage sur source ou cours d'eau, citerne, etc.), doit en faire la déclaration à la mairie. Pour ces usagers du service d'assainissement, la redevance d'assainissement collectif est calculée soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement dans les quinze premiers jours de l'année. Ces dispositifs de comptage de l'eau consommée doivent être accessibles aux agents du service d'assainissement en vue de la vérification de leur bon fonctionnement. A défaut de dispositif de comptage ou de justification de la conformité du dispositif de comptage par rapport à la réglementation, ou en l'absence de transmission des relevés, la facturation est établie sur la base d'un volume annuel forfaitaire déterminé par l'Assemblée délibérante.

ARTICLE 12 : PARTICIPATION FINANCIÈRE À L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF-PFAC

Conformément aux articles L1331-7 du Code de la Santé Publique, « Le propriétaire peut être astreint à verser à la collectivité organisatrice du service ou au groupement auquel elle appartient, dans les conditions fixées par délibération de l'organe délibérant, une participation dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ».

Le montant de cette participation sont déterminés par l'Assemblée délibérante, tant aux immeubles édifiés antérieurement ou postérieurement à la réalisation du réseau de collecte. Le montant de cette participation est révisable par délibération.

CHAPITRE 3 - LES EAUX INDUSTRIELLES

ARTICLE 13 : DÉFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les Autorisations ou les Conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité et l'établissement industriel désireux de se raccorder au réseau public de collecte.

Pour être admises ces eaux ne devront être susceptibles, ni par leur composition, ni par leur débit, ni par leur température, de porter atteinte soit au bon fonctionnement et à la bonne conservation des installations, soit à la sécurité et à la santé des Agents de la Collectivité. De plus, elles devront satisfaire aux conditions imposées par les Instructions Ministérielles en vigueur relatives aux rejets des eaux résiduaires par les établissements classés après correction le cas échéant (acidité, matières en suspension, etc....).

Les entreprises susceptibles de déverser dans le réseau des huiles, goudrons, peintures ou des corps solides... seront tenues d'installer, au départ de leur branchement, un prétraitement. Les propriétaires sont tenus d'en assurer l'entretien régulier.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Conformément à l'article L 1331-15 du Code de la Santé Publique, les immeubles et installations existants destinés à un usage autre que l'habitat et qui ne sont pas soumis à autorisation ou à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-4, L. 512-1 et L. 512-8 du code de l'environnement doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public de collecte dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

Le raccordement au réseau est donc soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la commune. L'autorisation de déversement peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de prétraitement.

ARTICLE 15 : DEMANDE D'AUTORISATION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Les demandes de raccordement des établissements industriels se font sur un imprimé spécial.

L'Autorisation et la Convention spéciale de déversement (le cas échéant) préciseront entre autres :

- l'activité de l'industriel.

- les caractéristiques physiques et chimiques (débits, pollution, pH, température ...) de l'effluent qui lui seront autorisées.
- les prescriptions techniques de ses installations intérieures.
- le mode de calcul de l'assiette de la redevance.
- les conditions financières (redevance d'assainissement, coefficients de rejet et de pollution).
- éventuellement participation financière aux réalisations des installations de la Commune.
- les modalités d'autocontrôle à la charge de l'industriel. Toute modification de l'activité industrielle sera signalée à la Collectivité et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

ARTICLE 16 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par la Collectivité, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques,
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents de la Collectivité et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel peut être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents de la Collectivité. Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies aux articles 13 à 20.

ARTICLE 17 : PRÉLÈVEMENTS ET CONTROLE DES EAUX INDUSTRIELLES

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la Convention spéciale de déversement, les prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par la Collectivité dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public de collecte sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la Convention spéciale de déversement établie. Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé lorsque la Collectivité le jugera nécessaire (contrôle inopiné).

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 36 du présent Règlement.

ARTICLE 18 : OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRÉTRAITEMENT

Les installations de prétraitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les entreprises doivent pouvoir justifier à la Collectivité du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, fécules, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'entreprise, en tout état de cause, demeure seule responsable de ces installations.

ARTICLE 19 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

En application des articles R222419 et suivants du code général des collectivités territoriales, les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux raccordés à un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf aux cas particuliers.

Les règles d'application seront indiquées dans la Convention de déversement spécial.

ARTICLE 20 : PARTICIPATIONS FINANCIÈRES SPÉCIALES

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau public de collecte et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de L 35-8 du Code de la Santé. Celles-ci seront définies par la Convention spéciale de déversement.

CHAPITRE 4 - LES INSTALLATIONS PRIVÉES

ARTICLE 21 : SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS D'AISSANCE

Conformément aux articles L1331-1 à L1331-31 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, la Collectivité pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément aux articles L 1331-1 à L 1331-3 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont désinfectés, s'ils ne sont pas comblés et ce, aux frais de l'usager.

ARTICLE 22 : INDÉPENDANCE DU RÉSEAU INTÉRIEUR DES EAUX

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; il est de même interdit tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ARTICLE 23 : ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Pour éviter le reflux des eaux usées du réseau de collecte public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle, jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondante à une élévation jusqu'au niveau de la voie publique desservie. De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait

l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche ou clapet anti-retour résistant à ladite pression. Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

ARTICLE 24 : POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ARTICLE 25 : TOILETTES

En dehors des dispositifs de toilettes sèches, les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ARTICLE 26 : COLONNES DE CHUTES D'EAUX USÉES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, sont à poser verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes sont totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

ARTICLE 27 : DESCENTE DES GOUTTIÈRES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées. Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ARTICLE 28 : CAS PARTICULIERS DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS

Certains établissements produisant des eaux assimilées domestiques (activités de restauration, pour la santé humaine, garages ...) doivent se doter d'équipements de prétraitement avant rejets de leurs effluents sur le réseau de collecte ; la définition du dispositif à mettre en place sera définie au moment de la demande de branchement, selon la nature de l'activité exercée. Les coûts d'installation et d'entretien sont à la charge du propriétaire.

De tels intercepteurs doivent être hermétiquement clos, munis de tampons de visite, accessibles et ventilés réglementairement et, bien entendu, aucun déversement d'autres eaux usées ne doit pouvoir se faire à leur amont.

Pour éviter l'évacuation à l'égout d'huiles minérales, d'essence, pétrole, gas-oil, etc..., les écoulements provenant de locaux servant à l'usage et à l'emménagement desdits liquides, tels que garages, ateliers de mécanique, dépôts de carburants, ateliers de nettoyage chimique, etc... doivent se déverser dans un appareil séparateur d'huiles d'un modèle approprié (agréé par exemple par l'exploitant du réseau d'assainissement). Les postes de lavage des véhicules doivent être équipés d'un dispositif de dessablage en plus du séparateur d'huiles prévu ci-dessus.

ARTICLE 29 : RÉPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS PRIVÉES

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations privées sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public de collecte.

ARTICLE 30 : CONTRÔLES DES RÉSEAUX PRIVÉS

30-1 : Contrôle nouveaux raccordements

La Collectivité se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent Règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par la Collectivité, la mise en conformité sera effectuée à la charge du propriétaire ou de l'ensemble des copropriétaires dans un délai maximum de 30 jours.

Les immeubles nouvellement raccordés- les installations de collecte intérieure -sont soumis à un contrôle - contrôle « tranchée ouverte» -, pour vérifier la conformité de la bonne séparation des eaux et de leur destination.

Ce contrôle repose sur un examen des installations. Il fait l'objet d'un procès-verbal de conformité (ou de non-conformité) adressé au propriétaire du branchement.

30-2 : Contrôle raccordements existants

Tout immeuble raccordable ou raccordé peut faire l'objet d'un contrôle, à la demande de la Collectivité, ou à la demande du propriétaire ou de son ayant droit lors d'une cession immobilière selon les modalités fixées par l'assemblée délibérante, pour vérifier la conformité de la bonne séparation des eaux et de leur destination. Ce contrôle repose sur un examen des installations. Il fait l'objet d'un procès-verbal de conformité (ou de non-conformité) adressé au propriétaire du branchement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par la Collectivité, suite à la transaction immobilière, la mise en conformité sera effectuée à la charge du propriétaire ou de l'ensemble des copropriétaires dans un délai maximum de 6 mois.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par la Collectivité, suite à un contrôle effectué à l'initiative de la collectivité, la mise en conformité sera effectuée à la charge du propriétaire ou de l'ensemble des copropriétaires dans un délai maximum de 6 mois.

ARTICLE 31 : CONDITIONS D'INTÉGRATION AU DOMAINE PUBLIC

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, la Collectivité se réserve le droit de contrôle (Conventions à prévoir).

ARTICLE 32 : INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents de la Collectivité, soit par le représentant légal ou mandataire de la Collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 33 : VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de faute de la Collectivité, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les Tribunaux Judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les usagers d'un service public industriel et

commercial et ce service, ou les Tribunaux Administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des Tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Maire responsable de l'organisation du Service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 34 : MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre la Collectivité et des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service sont mis à la charge du signataire de la convention. La Collectivité pourra mettre en demeure l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat d'un agent de la Collectivité.

CHAPITRE 5 - AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 35 : DATE D'APPLICATION

Le présent Règlement est mis en vigueur au 06/06/2022. Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 36 : MODIFICATIONS DU RÉGLEMENT

Des modifications au présent Règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le Règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service, avant leur mise en application.

ARTICLE 37 : CLAUSES D'EXÉCUTION

Le Maire, les Agents de la Collectivité habilités à cet effet et - le Receveur Municipal en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Règlement.

ARTICLE 38 : PROTECTION DES DONNEES

38.1 Finalités du traitement des données

Les données à caractère personnel nécessaires sont collectées et traitées par la collectivité pour la mise en œuvre du service public d'assainissement collectif.

Le fondement juridique de ce traitement est une mission d'intérêt public.

Ce traitement a notamment pour finalités la gestion des demandes de raccordement et la collecte de la redevance du service d'assainissement collectif.

Les typologies de données collectées sont :

- les données d'identité des usagers
- les données de localisation des branchements et d'identité des propriétaires.

38.2 Destinataire des données

Les destinataires des données sont les agents de la collectivité dûment habilités et le délégataire du service désigné par délibération du Conseil Municipal.

38.3 Durée de conservation

Les données collectées et traitées sont conservées en lien avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou à défaut durant toute la durée de fonctionnement du service fourni et au plus tard 5 ans à compter de la date de résiliation.

38.4 Mesures de sécurité

La collectivité met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique

38.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Conformément à la loi « informatique et libertés » modifiée, vous pouvez définir le sort de vos données après votre décès et également exercer votre droit d'accès aux données, d'opposition, de suppression et de limitation aux données vous concernant et les faire rectifier en vous adressant :

- Par voie électronique à l'adresse mairie@boisdecene.fr ;
- Ou à défaut par voie postale : Mairie - 35 rue de la Motte – 85710 BOIS DE CENE ;

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL

- 3, place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr